



DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
RHÔNE-ALPES

GROUPE DE SUBDIVISIONS DE L'AIN

278 rue Leclanché
01440 VIRIAT

Viriat, le 23 juin 2003

INSTALLATIONS CLASSEES

DEMANDEUR

Société : BRUNET TP

ETABLISSEMENT

Adresse : « Côte de Dagneux »
01360 BALAN

Siège social : 813 Avenue Léon Blum
01500 AMBERIEU EN BUGEY

Effectif :

Activité : Exploitation de carrières

OBJET Demande d'autorisation d'exploiter

REF. Demande en date du 23 décembre 2002
Transmission préfectorale du 12 mai 2003

Rapport de l'Inspecteur des Installations Classées

1 - PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR

1.1 – Le demandeur

La demande est présentée par la société BRUNET TP, dont le siège social se situe à Ambérieu en Bugey et qui, depuis sa création, exploite un certain nombre de carrières dans l'Ain.

En 2000, les pôles carrières de la société BRUNET TP et de la société PETTINI ont été regroupés au sein d'une nouvelle société filiale du nom d'Ain Rhône Granulats (ARG). C'est cette société qui exploite depuis les carrières de la société BRUNET.

Bien que ce soit ARG qui ait vocation à exploiter la carrière de Balan, la demande est faite par la société BRUNET qui dispose de l'autorisation actuelle et de la maîtrise foncière.

1.2 – Le projet

La demande porte sur le renouvellement d'une autorisation d'exploiter délivrée le 7 juillet 1993 pour une durée de 10 ans et sur la mise en place d'une installation de traitement des matériaux. Le demandeur sollicite par ailleurs l'autorisation d'exploiter la bande de sécurité de 10 mètres en limite nord et en limite sud du projet afin d'assurer une continuité entre les différentes carrières exploitées dans ce secteur.

La carrière est située sur la commune de Balan, lieu-dit "Côte de Dagneux". La demande d'autorisation porte sur une superficie d'environ 4 hectares.

Le terrain est propriété en partie de la société BRUNET et en partie d'un particulier qui a signé un contrat de forage avec le pétitionnaire.

Le gisement est constitué de trois strates : graviers sableux riche en galets, sable limoneux très fin et grave sablo-argileuse surplombée par une couche argileuse d'épaisseur variable. Il est prévu d'extraire jusqu'à 12 mètres au-dessous du terrain naturel puis de remblayer jusqu'à mi-hauteur par des matériaux inertes. Le principe d'exploitation reste strictement le même que celui de l'autorisation initiale.

L'autorisation est sollicitée pour une durée de 4 ans à raison d'une production annuelle maximale de 80 000 t/an. Les matériaux extraits seront traités par une installation mobile.

Ce projet est soumis à autorisation préfectorale au titre des rubriques suivantes :

RUBRIQUE	NATURE DES ACTIVITES	VOLUME DES ACTIVITES	CLASSEMENT
2510-1	Exploitation de carrière	Production maximum : 80 000 t/an	A
2515-1	Criblage de produits minéraux naturels	Puissance > à 200 kW et < à 500 kW	A
2517-2	Station de transit de produits minéraux solides	Capacité de stockage > à 15000 m ³ et ≤ à 30 000 m ³	D

A : Autorisation - D : Déclaration

1.3 - Inconvénients et moyens de prévention

Impact visuel :

Le projet, situé sur une terrasse alluviale, a un impact limité dans le paysage. En effet, l'extraction est réalisée en dessous du niveau du terrain naturel et il n'y a pas de relief susceptible d'offrir un point de vue dominant. Des merlons, édifiés en limite est et ouest, masquent l'exploitation.

Impact sur l'écoulement et la qualité des eaux :

L'exploitation se fera à sec, à une profondeur maximale de 12 mètres, la nappe se situant à environ 15 mètres au-dessous du niveau du terrain naturel.

Le risque de pollution de la nappe provient essentiellement de l'emploi d'hydrocarbures. Pour limiter ce risque, aucun stockage ni aucun entretien d'engins ne sera réalisé sur le site, Par ailleurs, le stationnement et le ravitaillement du chargeur seront réalisés sur une aire située en dehors de la carrière, au niveau d'un entrepôt voisin.

L'installation de traitement sera positionnée au niveau des zones remblayées qui sont peu perméables.

Par ailleurs, la qualité des eaux fera l'objet d'un suivi par des relevés piézométriques périodiques.

Impact sonore :

L'habitation la plus proche se trouve à 400 mètres en direction de l'autoroute. Par ailleurs, l'exploitation se fera en période diurne et un contrôle des niveaux sonores sera réalisé.

La poursuite de l'exploitation se fera exactement dans les mêmes conditions qu'à l'heure actuelle. Il n'y a eu aucune plainte concernant le bruit depuis le début de l'exploitation.

Impact dû aux poussières :

Pour limiter les envols de poussières, la piste principale et les aires de travail seront arrosées.

Impact sur le milieu naturel :

Les impacts sont très limités, la zone touchée étant une zone déjà exploitée en carrière de même que les parcelles adjacentes.

1.4 - Hygiène et sécurité du personnel

Le personnel disposera d'un bungalow sur le site. L'exploitant mettra à la disposition du personnel des bouteilles d'eau minérale.

La sécurité du personnel sera assurée par :

- une formation et une information adaptées,
- la mise à disposition d'équipements de protection individuelle,
- la rédaction de documents de sécurité (dossiers de prescriptions et consignes) qui seront portés à la connaissance du personnel.

1.5 - Les conditions de remise en état

La remise en état prévoit une remise en culture.

L'exploitation de la bande des 10 mètres qui sépare le site des carrières adjacentes en limite Nord et en limite Sud permettra une remise en état cohérente du secteur en recréant une zone continue de cultures.

1.6 - Les garanties financières

Le calcul des garanties financières couvrant la durée de l'exploitation a été effectué. Les garanties s'élèvent à 93 147 euros.

2 - LA CONSULTATION ET L'ENQUETE PUBLIQUE

2.1 - Les avis des services

La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt n'émet pas d'observations à la reconduction de cette autorisation aux conditions de prescriptions contenues dans le schéma départemental de carrières prévues pour cette zone.

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte des éléments ci-dessous :

Eau potable :

Il est à noter une erreur en pages 8 et 20 de l'étude d'impact du dossier. A 300 mètres au Nord du projet, se trouve l'ancien captage d'eau potable de DAGNEUX (et non de BALAN).

Les périmètres de protection de ce captage ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 16 janvier 1989. Cet arrêté n'a pas été abrogé, même s'il semble que le puits serve à un usage agricole. Ce puits pourrait être utilisé en secours par la commune de DAGNEUX.

Les parcelles ZE n° 19 à 23 se trouvent à l'intérieur du périmètre de protection éloignée du captage. Les servitudes affectées à cette zone stipulent qu'il est permis d'exploiter les carrières à condition de ne pas atteindre le niveau de la nappe aquifère. Elles précisent que les activités capables de causer d'importantes pollutions seront limitées et que l'avis du géologue officiel sera éventuellement demandé.

Comme précisé dans le dossier, l'exploitation s'arrêtera donc au minimum à 2 mètres au-dessus du niveau de la nappe. Les mesures prévues par l'exploitant pour protéger la nappe seront donc respectées : les engins seront entretenus régulièrement ; leur entretien et leur approvisionnement en carburant seront fait en dehors du site ; aucun stockage ne sera fait dans l'enceinte de la carrière ; toutes mesures utiles seront prises en cas de déversement d'hydrocarbures ; le site sera interdit au public et des matériaux inertes seront utilisés pour la remise en état.

Par ailleurs, le puits destiné à l'arrosage des pistes devra être aménagé et entretenu de manière à ne pas être un point de pollution possible de la nappe phréatique. Il ne pourra en aucun cas servir pour la consommation humaine.

Bruit :

Comme prévu par le pétitionnaire, des mesures de bruit devront être réalisées.

La Direction Régionale de l'Environnement émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte des remarques suivantes :

La carrière concerne une nappe alluviale à valeur patrimoniale du SDAGE en zone de développement potentiel AEP du schéma des carrières. La demande correspond à un renouvellement sur le même emplacement que la carrière existante et aux mêmes conditions que le précédent arrêté préfectoral de 1993.

En ce qui concerne la remise en état, le dossier propose de mettre en décharge des déchets inertes (déblais de terrassement et déblais mélangés). Cette définition des déchets est à comparer avec celle de l'ancien arrêté plus précise et restrictive. Compte tenu des potentialités de la zone en terme d'AEP, il convient d'être restrictif sur les matériaux autorisés aux remblais en excluant toute matière pouvant générer des pollutions de la nappe (exemple déchets de travaux publics d'origine hydrocarbonée).

Il convient également d'être exigeant sur les procédures de contrôle des matériaux mis en remblai : outre le contrôle visuel du chargement du camion, l'exploitant pourrait tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles émet les remarques suivantes :

- cette société se trouvant dans l'emprise du périmètre de sécurité de l'usine ATOFINA de BALAN, une solution devra être trouvée pour protéger le personnel ;
- toutes les précautions seront prises lors de travaux à proximité de la haute tension ;
- il serait souhaitable que les compléments de plein en carburant soient exécutés sur une surface étanche avec récupération basse.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours émet un avis favorable sous réserve du respect des remarques ci-après :

Le SDIS n'a pas été consulté pour la demande d'exploitation initiale de cette carrière.

L'exploitant devra, en relation avec la société ATOFINA, informer ses personnels sur les risques encourus et sur la conduite à tenir en cas de déclenchement d'une alerte à la société ATOFINA. Ces dispositions devront être présentées par l'exploitant lors de la réunion de la CDC.

L'exploitant devra disposer en permanence sur le site d'une réserve d'incendie de 30 m³. Cette réserve pourra être assurée par une citerne routière sous réserve que cette dernière soit équipée d'un demi raccord normalisé permettant l'alimentation des engins d'incendie.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles informe qu'en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur concerné, les travaux projetés ne semblent pas susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Ce dossier ne donnera donc lieu à aucune prescription d'archéologie préventive.

Toutefois, toute découverte fortuite de vestiges archéologiques doit être immédiatement signalée à la DRAC, conformément à la loi du 27 septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques.

2.2 – Les avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux de BALAN, BELIGNEUX, LA BOISSE, DAGNEUX et MONTLUEL émettent un avis favorable

Le conseil municipal de NIEVROZ n'a pas d'observations particulières à formuler.

Le conseil municipal de BRESSOLLES considérant qu'aucune nuisance directe n'est prévisible pour la commune, que le projet semble respecter toutes les obligations contractuelles en vigueur et qu'il s'agit de l'extension d'un site déjà exploité émet un avis favorable sans restriction.

2.3 – Les autres avis

L'Hydrogéologue Agréé précise qu'il s'agit d'un secteur sensible vis-à-vis de la protection des eaux souterraines et qu'un certain nombre de précautions s'imposent.

Trois points sont importants :

- 1/ Conformément aux prescriptions liées à l'autorisation précédente, le stockage d'hydrocarbures et les opérations d'entretien des engins d'exploitation ne seront pas effectués sur le site ;
- 2/ Le puits privé utilisé pour les besoins de l'exploitation sera impérativement capoté et fermé ;
- 3/ Le remblayage ne sera effectué que par des matériaux strictement inertes, non susceptibles de polluer les eaux souterraines. Un suivi très attentif est impératif.

Sous réserve de respecter ces prescriptions, le projet ne paraît pas poser de problème du point de vue hydrogéologique.

2.4 – L'enquête publique

Elle s'est déroulée du 10 mars au 10 avril 2003.

Aucune observation n'a été portée au registre d'enquête.

Après avoir examiné le dossier, visité les lieux et entendu le pétitionnaire, le Commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande.

3 - ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

3.1 - Compatibilité et conformité du projet

Le schéma départemental des carrières de l'Ain n'est pas encore approuvé. Toutefois, il convient de prendre en compte ses orientations dès maintenant.

Le schéma fait l'inventaire d'un certain nombre de contraintes environnementales sur le département et reprend notamment les éléments du SDAGE et du SAGE de la Basse Vallée de l'Ain concernant les nappes alluviales. Ces éléments font l'objet de cartographies faisant état des nappes alluviales à valeur patrimoniales du SDAGE et des secteurs de nappes alluviales identifiés comme prioritaires pour le développement potentiel de l'AEP. Ces secteurs ont été définis précisément par la MISE et la DIREN dans le cadre du schéma des carrières.

Le projet de carrière se situe dans une nappe alluviale à valeur patrimoniale, en limite d'une zone de développement potentiel de l'AEP.

Les dispositions particulières du schéma des carrières qui s'appliquent sont les suivantes :

- l'exploitation des alluvions sous le niveau de la nappe est interdite,
- une épaisseur minimale de 2 mètres sera conservée entre la cote la plus basse des exploitations et le niveau des plus hautes eaux de la nappe,
- l'autorisation d'exploiter les matériaux ne pourra être accordée que si elle garantit la préservation des gisements d'eau souterraine en quantité et en qualité,
- un dispositif de surveillance du niveau et de la qualité de la nappe sera mis en place et suivi pendant toute la phase d'exploitation,
- ces dispositifs de contrôle seront maintenus au frais de l'exploitant pendant toute la durée de l'exploitation. L'arrêté préfectoral d'autorisation précisera la nature et la fréquence des mesures à réaliser. Lors de la cessation de l'activité extractive, ces dispositifs seront laissés équipés et en bon état de fonctionnement pour permettre d'éventuels contrôles ultérieurs, à la demande du service chargé de la police des eaux. En l'absence de cette demande, ces dispositifs feront l'objet d'une remise en état initiale, avec rebouchage dans les règles de l'art.
- des précautions strictes seront prises pendant toute la durée de l'exploitation afin de préserver la nappe de tous risques de pollution accidentelle (par exemple : aménagement d'aires étanches avec cuvettes de rétention au niveau des zones de stationnement et d'entretien des engins et sous les stockages de produits potentiellement polluants),

- des dispositions rigoureuses et précises en matière de réaménagement devront être développées dans l'étude d'impact,
- après la remise en état en fin d'exploitation, il sera proposé une vocation au site de l'après carrière compatible avec la protection de la ressource en eau pour l'usage en eau potable.

Au vu du dossier, le projet est compatible avec le schéma des carrières de l'Ain.

Le projet, tel qu'il est présenté, répond aux exigences de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

L'entreprise souhaite pérenniser son activité sur le site de Balan en étendant son exploitation. Toutefois, à l'heure actuelle, le PLU, en cours de révision, ne le permet pas. Le renouvellement de l'autorisation pour une durée de 4 ans permettra de finir l'exploitation du gisement et le comblement de la carrière dans de bonnes conditions et d'attendre une éventuelle possibilité d'extension.

L'exploitant s'engage à fournir un acte de cautionnement couvrant le montant des garanties financières.

En ce qui concerne la prévention de la pollution des eaux, le projet prévoit que le stationnement, l'entretien et le ravitaillement des engins ne seront pas réalisés sur le site. Un suivi piézométrique de la qualité des eaux sera mis en place.

La remise en état coordonnée du site avec remblaiement partiel par des matériaux inertes permettra de reconstituer une protection de la nappe d'eau souterraine.

La société BRUNET est titulaire de plusieurs autorisations de carrières dans le département de l'Ain. L'exploitation de ces sites n'a pas toujours été faite dans les meilleures conditions. Toutefois, la création d'ARG, nouvelle société filiale de BRUNET, à qui a été confiée l'exploitation des carrières BRUNET a permis une nette amélioration des conditions d'exploitation et de remise en état des sites. Par ailleurs, ARG est titulaire d'une autorisation de carrière en son nom propre dans le département de l'Ain.

3.2 - Autres éléments d'appréciation

La société BRUNET a, jusqu'à présent, respecté ses obligations de remise en état sur ses différentes carrières.

3.3 - Eléments résultants de la procédure

Cette demande de renouvellement n'introduisant aucun changement par rapport à l'autorisation initiale, les avis émis n'ont pas soulevé de problèmes majeurs. Les propositions des services consultés ont été repris dans le projet d'arrêté.

L'accent est mis en particulier sur la définition et le contrôle des matériaux qui seront acceptés en remblai sur la carrière.

En ce qui concerne la défense incendie, le projet d'arrêté prévoit que les services d'intervention devront pouvoir soit se raccorder sur la pompe du puits, soit disposer d'une réserve d'incendie de 30 m³.

Une surveillance qualitative et quantitative de la nappe est proposée.

Afin d'assurer une remise en état cohérente et harmonieuse de ce secteur où plusieurs carrières, anciennes ou encore en exploitation, se succèdent, une dérogation est proposée pour que le pétitionnaire puisse exploiter la bande des 10 mètres en limite nord et en limite sud de l'exploitation.

Les autres observations recueillies au cours de l'instruction trouvent une réponse dans le projet de prescriptions.

4 - PROPOSITION DE L'INSPECTION

Le seul écart résiduel entre le niveau d'exigence proposé par l'inspection des installations classées et le projet du demandeur concerne la surveillance de la nappe.

En effet, l'exploitant propose une surveillance (dont la teneur et la fréquence ne sont pas définies), au niveau du puits de pompage.

L'intérêt d'une telle surveillance réside dans la mesure de l'impact de l'exploitation sur la nappe d'eau souterraine. Pour cela, il est nécessaire de réaliser des analyses comparatives entre l'amont et l'aval du site. Pour cette raison, le projet d'arrêté propose l'implantation de deux points de mesures (en amont et en aval), un relevé des niveaux tous les mois et une analyse sur chaque point tous les six mois.

Cet écart ne nous paraît pas insurmontable et ne remet pas en cause l'équilibre général du projet.

5 - CONCLUSION

Nous proposons à Monsieur le Préfet de l'Ain de réserver une suite favorable à la demande, après l'avoir soumise à l'avis de la Commission départementale des Carrières. Ci-joint un projet de prescriptions techniques.

VU, ADOPTE ET TRANSMIS
à Monsieur le Préfet de l'Ain
Direction de la Réglementation et des Libertés
Publiques
**Pour le directeur,
Le Chef de Subdivision**

L'Inspecteur des Installations Classées

Ingénieur de l'Industrie et des Mines

Ingénieur de l'Industrie et des Mines